L'«ENTRISME» DIVISE DE NOUVEAU LE PARTI

Fissures dans la maison MSP

Adepte de l'entrisme, l'ancien président du MSP, Aboudjerra Soltani, qui, à vrai dire, n'a jamais cessé de faire des misères à son successeur aux idées anti-participationnistes, Abderrazak Mokri, ne cache plus son intention de revenir au devant de la scène.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Dans une déclaration à notre confrère arabophone *Echorouk*, l'ancien chef de file du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Aboudjerra Soltani, a annoncé une «initiative politique visant à faire revenir le parti aux centres de décisions».

Soltani, s'il n'a pas esquissé les contours de cette initiative ou montré s'il a été approché par des centres de décision pour ramener le MSP dans le giron de l'alliance au pouvoir, a indiqué qu'il va soumettre ses suggestions au débat au sein des instances du parti.

Et de souligner : «C'est une approche portant une vision futuriste pour le MSP, elle interpelle l'opinion publique et les militants du parti quant à la nécessité du retour du mouvement aux cercles de décision». Ejecté de la présidence du parti en 2012 – e courant anti-participationniste, qu'incarne l'actuel chef de file du mouvement Abderrazak Mokri, lui reprochait d'avoir discrédité le parti à cause de son engagement inconditionnel avec le pouvoir –, Aboudjerra Soltani n'a, à vrai dire, jamais cessé de mobiliser les militants contre la démarche de son successeur. La sortie fracassante du MSP de l'Alliance présidentielle a d'ailleurs provoqué la sécession de l'ancien ministre Amar Ghoul, alors député d'Alger et ministre des Travaux publics, lequel a créé son propre parti (TAJ) au lendemain des législatives de 2012 pour pouvoir continuer à siéger dans le gouvernement.

Mais l'échec des initiatives des partis de l'opposition qui se sont multipliés dernièrement ainsi que les démarches entreprises dans les cadres de concertation mis en place pour formuler une alternative au pouvoir ont fini par lasser les militants du MSP et donner raison aux détracteurs de Mokri.

L'entrisme reprend peu à peu l'initiative au sein du parti à l'approche des législatives de 2017 et ses leaders, Aboudjerra Soltani en tête, commencent à s'agiter afin d'aborder cette échéance politique dans des dispositions qui permettent au parti de revenir aux devants de la scène. C'est-à-dire, bénéficier des quotas attribués par le régime à travers sa machine de fraude électorale qui reconfigurent la carte politique en fonction des allégeances du moment.

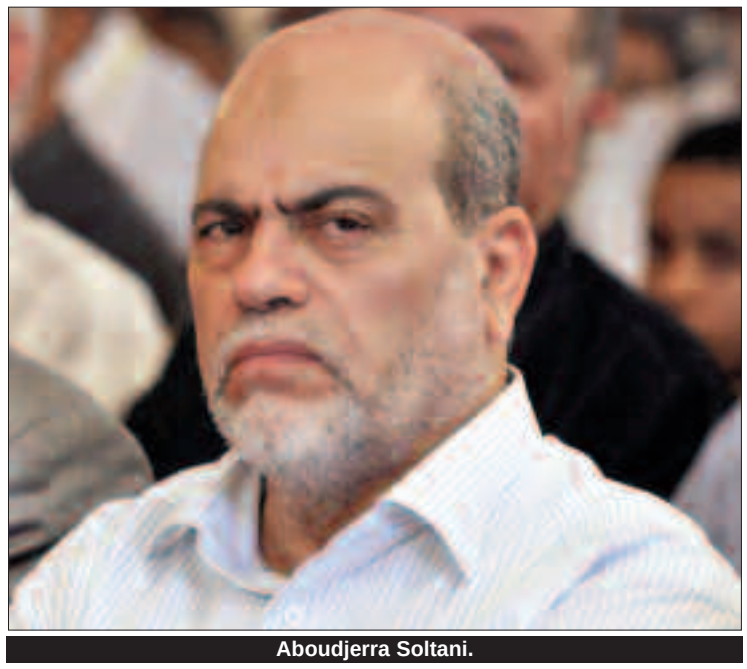

Photo : NewPress

Aboudjerra Soltani.

En tout cas, Soltani a commencé à communiquer au sujet de son initiative avant qu'elle ne soit soumise aux instances du parti. Et cela a d'ailleurs irrité Mokri lequel a confié à notre confrère *Echorouk* qu'il n'était pas au courant de la démarche de son rival. Mokri, s'il a lâché du lest lors de l'université d'été du MSP, déclarant qu'il n'est pas contre un retour au gouvernement, cache à peine ses inquiétudes par rapport à un éventuel mouvement de redressement qui se tramerait loin des instances du parti. «Nous ne sentons rien d'anormal à l'intérieur du mouvement qui est plus serein que jamais», a-t-il estimé sur les colonnes d'*Echorouk*.

Ce qu'il faut néanmoins retenir est que Soltani n'aurait jamais agi de la sorte s'il n'était pas assuré de solides appuis. Que la démarche soit téléguidée par des forces externes au mouvement dans l'objectif de reconfigurer la carte politique ou qu'elle soit portée par des cadres du parti qui ont goûté aux privilèges du pouvoir et qui commencent à se lasser de la ligne oppositionnelle de Mokri, elle est susceptible de mettre le parti de feu Nahnah en ébullition et l'avenir de son actuel leader Mokri en jeu.

L. H.

ELLES EN APPELLENT À BOUTEFLIKA

26 kasmas de Bordj-Bou-Arréridj réclament le départ de Saâdani

Des cadres et militants du Front de libération nationale de Bordj-Bou-Arréridj ont rendu public, hier, un communiqué portant cachet humide de pas moins de vingt-six kasmas du parti et à travers lequel ils dénoncent l'actuelle direction nationale. En substance, le communiqué condamne les déclarations de certains membres de la direction du FLN contre le groupe des quatorze anciens moudjahidine.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Pour rappel, ce groupe dit des quatorze, comprenant des noms comme le Commandant Azzedine, Mme Fatma-Zohra Bitat, avait signé, récemment, une tribune commune dans le quotidien *El Watan* pour dénoncer et exiger le départ de Ammar Saâdani de la tête du FLN. Ce qui leur a valu des répliques vigoureuses de la part de l'entourage de l'actuel secrétaire général du parti mais également du très officiel quotidien *El Moudjahid* ! Ce que les signataires du communiqué de Bordj-Bou-Arréridj considèrent comme «une atteinte aux symboles de la Révolution».

On y lit, en effet, que «nous, cadres, députés, élus locaux et militants de la mouhafadha de Bordj-Bou-Arréridj (…) tenons à exprimer notre indignation et notre étonnement devant ces déclarations qui sont aux antipodes de la culture, des valeurs et des principes de notre parti». Les signataires du communiqué appellent tous les militants du FLN, «à tous les niveaux, à se démarquer de ces déclarations, qui ne sont que l'œuvre de certains intrus, des mercenaires étrangers au parti». De même, ajoutent les mêmes signataires, à l'adresse de tous les militants, «à se dresser comme un seul homme pour défendre et préserver le parti de ces dérives que lui imposent une direction illégitime et l'argent sale». Affirmant partager l'analyse et la position du groupe des «quatorze», les militants de Bordj concluront leur communiqué en s'adressant directement à Abdelaziz Bouteflika. Comme le faisait le groupe des redresseurs de Abderrahmane Belayat il y a quelques jours, ils écriront, en effet, dans le même communiqué : «Nous exhortons notre père, le moudjahid Abdelaziz Bouteflika, d'user de ses prérogatives statutaires (Bouteflika étant le président du FLN, Ndlr), afin de redresser la ligne du parti qui a subi un véritable viol.»

Ils ne manqueront pas, enfin, d'affirmer que «notre démarche a pour seul objectif de restituer sa pleine légitimité au parti et le nettoyer des intrus et de l'argent sale».

Il convient juste de rappeler que c'était Abdelaziz Bouteflika qui avait imposé Ammar Saâdani à la tête du FLN, le 29 août 2013, et que c'était la présidence qui, en juin 2015, avait organisé le 10e congrès du FLN, qui fut clôturé par l'introduction de pas moins de seize ministres dans le comité central ainsi qu'une lettre de félicitations adressée à Saâdani par Bouteflika et le général de corps d'armée, chef d'état-major et vice-ministre de la Défense nationale, Ahmed Gaïd Salah.

K. A.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Plus d'un million et demi d'étudiants sont attendus pour la rentrée

Plus d'un million et demi d'étudiants sont attendus pour la rentrée universitaire prochaine dont 330 132 feront leur première rentrée, le 4 septembre prochain.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le secteur de l'enseignement supérieur se dotera, pour la prochaine rentrée universitaire, de 99 000 nouvelles places pédagogiques et 55 000 lits d'hébergement. Portant ainsi les capacités d'accueil à 1 388 000 places pédagogiques et 682 000 lits.

Le secteur recevra pour la rentrée 2016-2017 1,623 000 étudiants dont 1 493 000 dans le premier et deuxième cycle, 80 000 dans le troisième cycle et 50 000 sont inscrits à l'Université de la formation continue. Le nombre d'étudiants a connu, pour cette année, une hausse de 12% par rapport au nombre d'inscrits lors de la rentrée 2015-2016, selon les chiffres du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

La rentrée universitaire 2016-2017 connaîtra, également, l'introduction de nouvelles spécialités notamment en architecture, en urbanisme et dans les métiers de la ville. L'Ecole normale supérieure de Bouzaréah procédera, quant à elle, à l'ouverture d'une formation en langue amazighe. Une nouvelle spécialité en sciences et technologies sera introduite à l'Institut universitaire de Tipasa. Dix écoles préparatoires seront promues au rang d'écoles supérieures, trois filiales universitaires seront également promues au rang d'établissement universitaire. Le secteur compte, par ailleurs, améliorer les filières à caractère national.

Le ministre de l'Enseignement supérieur a, en outre, déclaré, il y a quelques jours, que plus de 95% des nouveaux bacheliers ont finalisé leurs inscriptions universitaires. Les 17 000 nouveaux bacheliers qui n'ont pu, pour différentes raisons, effectuer leurs inscriptions du 4 au 9 août courant pourront le faire à partir du mois de septembre prochain, a indiqué Tahar Hadjar.

Pour rappel, 55,36% des inscrits ont été orientés en fonction de leur premier choix contre 56,59 l'année dernière, soit un candidat sur deux. Pour cette année, le secteur a connu moins de pression en raison d'une légère baisse en nombre de nouveaux bacheliers. Par contre, c'est le problème des moyennes qui s'est posé. L'accès à certaines spécialités a connu une hausse en raison du nombre important des nouveaux bacheliers qui ont décroché leur bac avec mention. La moyenne d'accès en médecine cette année est de 15,55 contre 15,30 l'année précédente. Pour la chirurgie dentaire, la moyenne exigée était de 15,21 contre 14,97 en 2015. Selon Tahar Hadjar, les mesures entreprises par le secteur, notamment le système informatique «Progress», ont permis une prise en charge efficace et des délais très réduits des différentes phases liées à cette opération d'inscription universitaire. Ce système, mis en place pour la première fois cette année, explique-t-on, prend en charge la gestion des inscriptions définitives au niveau des établissements universitaires selon un logiciel qui garantit un accès à l'information en temps réel et facilite, par conséquent, l'ensemble des procédures pédagogiques, administratives et financières y compris la gestion de la ressource humaine et celle du parcours professionnel des enseignants et des fonctionnaires.

S. A.

UNE TENDANCE CONJONCTURELLE SELON LES EXPERTS

Le chômage sous la barre des 10%

L'Office national des statistiques (ONS) a noté une baisse du chômage dont le taux est passé en deçà des 10%. Mais peut-elle s'inscrire dans la continuité ?

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - L'ONS a révélé un taux de chômage de 9,9%, à fin avril 2016, contre plus de 11% à la même période de l'année 2015. Certains experts expliquent cette évolution par la hausse de l'entrepreneuriat : 5,4% de nouvelles entreprises, soit 9 166, ont été créées durant le premier semestre de l'année en cours comparativement à la même période de 2015. D'autres économistes se refusent, cependant, à la percevoir tel un indicateur de changement ou de «transformation socioéconomique». Selon ces derniers, elle est davantage associée à un simple effet de conjoncture. Pour l'économiste Youcef Benabdallah, cette statistique n'est pas très significative pour l'instant car «il est encore trop tôt pour se faire une idée précise des performances de l'économie nationale». Par ailleurs, Mustapha Mekidèche, vice-président du Conseil national économique et social (Cnes), considère que ce modeste fléchissement du chômage est certainement «une bonne nouvelle». Surtout que «cette reprise» intervient à l'heure du choc budgétaire et «qu'elle n'est pas à mettre au compte de l'administration ou de la dépense publique». Toutefois, il y a lieu de préciser que pour les 9 166 entreprises nouvellement créées, dont le bilan du Centre national du registre du commerce (CNRC) fait état, celui-ci ne souligne pas le nombre de celles ayant bénéficié de l'appui des organismes publics de soutien à l'emploi. Ces deux experts attendent que ce soit la durée qui confirme la nature de cette tendance pour pouvoir en tirer des conclusions sur ses répercussions sociales et économiques.

N. B.